

Dans un billet récemment paru sur le site internet du Nouvel Économiste (<http://www.lenouveleconomiste.fr/daech-le-retour-de-likhwan-28029/> du 16/09/2015), le criminologue Alain Bauer nous rappelle utilement que si l'histoire « ne repasse pas les plats », il est quand même bien utile de connaître le passé si on veut comprendre le présent et préparer l'avenir. Dans les toutes premières années du XIXe siècle, profitant de l'expédition Napoléon au Levant qui isolait la péninsule arabique du pouvoir du sultan ottoman, la tribu des Séoud entreprit de sortir de son fief de Ryadh pour s'emparer de La Mecque et Médine, s'arroger le contrôle des Lieux Saints de l'Islam et y établir une théocratie wahhabite à vocation universelle. Pour se prémunir de toute attaque de flanc pendant leur expédition vers l'ouest, les Séoud délèguèrent vers le nord des tribus vassales fanatisées qui envahirent la vallée du Tigre et de l'Euphrate, cœur de l'Irak actuel, mirent à sac les villes saintes chiïtes de Najaf et Kerbela, massacrèrent les minorités locales avant de se préparer à envahir l'Anatolie et pousser jusqu'à Constantinople en vue de déposer le Calife ottoman et lui substituer un Séoud wahhabite.

Libéré de l'hypothèque de l'intervention française dans la région, le pouvoir ottoman réagit vigoureusement à l'attaque en dépêchant sur place ses janissaires sous l'autorité du Pacha d'Égypte qui fit un grand massacre des wahhabites et de leurs partisans, libéra les villes saintes restituées à leurs gardiens légitimes, les Hashémites, et obligea la tribu Séoud à se replier sur son fief désolé du centre de la Péninsule où elle continua de végéter pendant un siècle. Mais dès le début du XXe siècle, profitant de l'affaiblissement de Constantinople englué dans ses affrontements balkaniques, dans ses revers répétés face aux puissances européennes puis dans le premier conflit mondial, les Séoud répétèrent l'expérience, expédiant à nouveau dans la péninsule et vers le nord des mercenaires fanatisés qui, sous le nom générique de « Ikhwan » (les Frères ou la Confrérie), entreprirent de nouveau de massacrer les populations locales ou de les soumettre à l'autorité des Séoud. Ces derniers ayant fini par s'emparer des Lieux Saints et par établir en 1926 un Royaume qui porte le nom de leur famille, les milices de l'Ikhwan commencèrent à devenir gênantes d'autant qu'elles menaçaient les intérêts britanniques en Transjordanie, en Irak et au Koweït et qu'elles commençaient à se rebeller contre leurs maîtres séoudiens jugés trop mous et suspects – sans doute à juste titre - de ne pas vouloir partager hors du cercle de famille leur pouvoir et les rentes qu'il générait. Il fallut aux Séoud deux années de combats en 1928-1929 et l'assistance de l'aviation britannique pour venir à bout de leurs créatures révoltées et passer leurs chefs par les armes. Si Ibn Séoud a ainsi trouvé une issue thermidorienne aux chevauchées sanglantes qui ont porté sa famille au pouvoir, il n'en reste pas moins que la monarchie séoudienne, l'alliance du « sabre et du goupillon » entre la famille Séoud et les Oulémas de La Mecque, offre toutes les apparences d'un « Daesh qui a réussi », selon les termes de l'écrivain algérien Kamal Daoud.

La fin des années 90 et le début des années 2000, marqués par les débordements de groupes salafistes violents, présentent de nombreuses similitudes avec les deux épisodes qui ont illustré le début des deux siècles précédents et révèlent une faille récurrente dans la stratégie de pouvoir et de puissance de la famille Séoud. Après plusieurs tentatives ratées, les Séoud ont fini par établir leur autorité politique sur une base religieuse fondamentaliste en s'emparant de façon illégitime de la garde des Lieux Saints de l'Islam en 1926. Les conditions mêmes de cette prise de pouvoir ont cependant conduit le clan à s'exposer à la contestation permanente de toutes les autres forces politiques arabes, régionales et internationales. Les Séoud sont évidemment contestés par les forces politiques progressistes et démocratiques pour cause d'obscurantisme théocratique, mais aussi contestés par les nationalistes arabes pour cause de panislamisme étroit et de collusion avec l'Occident, contestés par les pauvres pour cause d'accaparement familial de la rente hydrocarbure, contestés par les courants réformistes de l'Islam sunnite qui s'accommodent mal de la très minoritaire lecture néo-hanbalite des textes par les wahhabites, contestés par les ayatollahs chiïtes d'Iran qui ne pouvaient laisser le monopole de la légitimité théocratique à leurs rivaux sunnites, contestés enfin sur leur propre terrain religieux – le seul qu'ils étaient bien obligés de concéder – par des minorités de dépassement plus extrémistes et plus fondamentalistes qu'eux.

Face à ce rejet généralisé, la famille Séoud, qui manque de ressources humaines mais pas de moyens financiers, a réagi par une politique du chéquier afin de tenter de s'assurer le contrôle de l'Islam mondial et de l'orienter dans le sens de ses intérêts quand il est devenu patent, à partir des années 1970 et 1980 que la monarchie wahhabite était menacée aussi bien par les évolutions sociales et nationales soutenues par le bloc de l'Est que par l'activisme des dirigeants iraniens. L'activisme séoudien s'est manifesté dans deux directions. D'abord, une campagne de prise de contrôle de l'Islam mondial par le financement de mosquée, d'imams, de centres culturels sociaux et sportifs assurés par des organisations caritatives et utilisant les services de la Confrérie des Frères Musulmans, hostiles à la monarchie, mais partageant les mêmes valeurs salafistes et qui constituent la seule organisation islamique transnationale bien organisée susceptible de relayer l'idéologie intégriste légitimante des Séoud. Étendue sur les trente dernières années du XXe siècle, cette stratégie a contribué de façon décisive à l'expansion de la lecture wahhabite jusque là ultra minoritaire (moins de 2%) de l'Islam et à la radicalisation du monde musulman, notamment dans ses composantes les plus jeunes et les plus démunies. Cette radicalisation a ensuite servi de terreau au recrutement de volontaires de la violence destinés à placer l'Arabie en pointe de tous les combats de l'Islam sunnite et à mettre la monarchie à l'abri de toute contestation idéologique, politique ou sociale dans le monde musulman.

Le premier point d'application de cette stratégie de violence a été l'Afghanistan où l'Arabie a contribué de façon déterminante à la création et au fonctionnement du « Maktab ul-Khidamat » (Bureau des services) installé à Peshawar au Pakistan sous la responsabilité du Frère palestinien Abdallah Azzam, avec mission de recruter, former et envoyer au combat les volontaires islamistes étrangers – et principalement arabes - destinés à se joindre aux Moudjahidin afghans dans leur lutte contre l'occupation soviétique. La même stratégie s'est poursuivie ensuite au Soudan avec le soutien au coup d'État des Frères Musulmans en 1989, puis au Maghreb avec l'assistance discrète fournie aux mouvements islamistes locaux au Maroc, en Algérie, en Tunisie et en Libye conjugué à un soutien historique apporté aux émanations politiques des Frères Musulmans du Yémen, d'Égypte et de Syrie.

C'est d'Afghanistan que viendront en 1998 les premières contradictions de la stratégie séoudienne selon le même schéma que les débordements des deux siècles précédents. En 1998, un groupe hétéroclite d'activistes salafistes internationaux rescapés du Maktab ul-Khidamat sous les ordres de Ayman Zawahiri et Oussama Ben Laden et l'étiquette « Al-Qaïda », publie un « Manifeste contre les Juifs et les Croisés » rapidement suivi d'actions terroristes spectaculaires contre des infrastructures séoudiennes et des objectifs américains. Car, à la lecture de ce manifeste, hormis le titre, il n'est fait aucune allusion aux Juifs ou aux Croisés. Le texte est une charge violente contre la famille Séoud et ses protecteurs occidentaux. Et, de fait, l'organisation de Ben Laden apparaît rapidement comme le produit paroxystique de ce qui a été ressenti comme une trahison et une défaite. Al-Qaïda a cristallisé la rancœur des volontaires djihadistes d'Afghanistan abandonnés par l'Occident et l'Arabie après 1992, transformant le djihad contre le communisme en djihad universel désespéré. Oussama Ben Laden lui-même est symptomatique de la bourgeoisie entrepreneuriale d'Arabie, majoritairement immigrée du Yémen ou du Levant, qui fait tourner la machine économique locale sans pour autant bénéficier du moindre espace d'une expression politique totalement monopolisée par la famille régnante, bénéficiaire exclusive de la rente hydrocarbure.

Al-Qaïda était un mouvement criminel terroriste *stricto sensu*. C'était la scorie dégénérée de la guérilla qui avait opposé les moudjahidin islamistes internationaux soutenus par l'Occident et ses alliés locaux aux occupants soviétiques en Afghanistan avant d'être abandonnés par tout le monde après la chute du bloc de l'est. Le mouvement de Ben Laden était un groupe restreint ayant une stratégie globale déterritorialisée d'opposition à l'Amérique et ses alliés mais pas de tactique définie. Elle mettait en œuvre des non-professionnels de la violence sacrificables, non munis d'armes par nature, introduits au cœur des sociétés adverses en vue d'y commettre des attentats aveugles comme ils pouvaient, où ils pouvaient, quand ils pouvaient, pourvu que la violence soit spectaculaire, médiatisée et porte la signature et le message de la mouvance. C'est l'obstination de l'Amérique outragée à voir sa signature partout et à mettre en place une inepte

« guerre globale contre la terreur » qui a érigé ce groupe criminel restreint aux capacités plus que réduites après 2002, en référence universelle de contestation politique et sociale pour l'ensemble du monde musulman.

Le dérapage d'Al-Qaïda aurait dû servir de leçon aux Séoud sur le risque qu'il y avait à instrumentaliser le salafisme militant aux fins de leur protection. Il n'en a rien été. L'intervention américaine en Irak puis l'administration du pays par les forces d'occupation ayant dès 2003 stimulé les divisions communautaires locales, consacré la prééminence politique de la communauté chiite et jeté les anciens militaires et fonctionnaires sunnites dans les bras des contestataires salafistes, les services séoudiens ont recherché parmi ces contestataires ceux susceptibles de s'opposer victorieusement à une mainmise chiite sur le pouvoir ou, au moins, d'entretenir dans le pays un état d'anarchie suffisant pour que l'État en soit neutralisé. Leurs efforts se sont focalisés dès 2003 sur Abou Moussaab al-Zerqawi, Frère de Jordanie, dissident d'Al-Qaïda exclu de l'organisation pour aventurisme, qui essayait de constituer son propre groupe salafiste dans le nord-est de l'Irak. La manœuvre aboutit à la création de « Al-Qaïda en Mésopotamie » (Al-Qaïda fi bilad al-Rafidhaïn) qui mène une guerre d'usure incessante contre les forces gouvernementales et les troupes d'occupation américaines ainsi que des opérations terroristes dans les zones chiites. Après la mort de Zerqawi tué lors de frappes américaines, Al-Qaïda en Irak s'autonomise peu à peu sous l'autorité de plusieurs chefs salafistes, au point de s'autoproclamer « État », et reproduit le schéma de sédition contre ses instigateurs et maîtres séoudiens quand son chef Abou Bakr al-Baghdadi se désigne comme Calife, entreprend une offensive régionale de conquête territoriale, profite du désordre syrien pour y agrandir son territoire de contrôle aux dépens de l'instrument local de la subversion séoudienne, « Jabhat al-Nosra », filiale labellisée d'Al-Qaïda dont le prince Bandar Ben Sultan, chef des services spéciaux séoudiens a publiquement admis la paternité.

à suivre/.....

À la mi-2013, la monarchie séoudienne apparaît alors clairement dépassée par ses créatures djihadistes. Même s'il véhicule les mêmes clichés idéologiques, l'État Islamique n'est pas un énième mouvement terroriste qui reproduirait une énième version d'Al-Qaïda. L'État Islamique n'est pas une organisation terroriste. C'est une véritable armée de professionnels de la violence avec un chef, une mission, des moyens, des casernes, des matériels lourds, des uniformes ou des signes de reconnaissance, un agenda et des objectifs précis dans un espace limité dont ils entendent bien s'approprier le contrôle territorial par l'action militaire pour s'y installer durablement, y établir son administration et en exploiter les ressources. Ailleurs, Boko Haram, les Shebab somaliens, les Talibans afghans et pakistanais, Aqmi ou le Mujao au Sahel fonctionnent sur le même modèle que l'État Islamique au Levant. Ils ont entrepris des opérations de guérilla ou de guerres quasi-conventionnelles de conquête territoriale contre les pouvoirs locaux et contre leurs alliés extérieurs venus en renfort. Mais, malgré quelques menaces tonitruantes, ces groupes semblent, jusqu'à l'automne 2015, n'avoir eu ni la volonté ni, surtout, la capacité opérationnelle de porter le fer au sein des sociétés occidentales. Ainsi les rodomontades d'Aqmi formulées contre la France à l'occasion de son intervention au Mali et complaisamment relayées par la presse sont à ce jour restées sans effet. De même, si l'État Islamique ou les scories d'Al-Qaïda ont salué avec enthousiasme les initiatives des tueurs isolés en Occident comme Mehdi Nemmouche ou les frères Kouachi, ils n'en étaient ni les initiateurs ni les prescripteurs même si quelques unes de leurs recrues étrangères comme le Français Selim Abou Ghalem tentent, pour se faire bien voir de la hiérarchie de l'organisation, d'inciter quelques asociaux résidants en France à se lancer dans des opérations violentes.

Contrairement à l'organisation restreinte internationaliste et déterritorialisée qu'était Al-Qaïda, l'État Islamique s'analyse comme une fourre-tout politico-militaire réunissant des mercenaires vaincus de différents conflits (Tchéchénie, Afghanistan, Balkans), des extrémistes déçus des « printemps arabes » de Tunisie, Libye et Égypte, des fonctionnaires et militaires

sunnites irakiens exclus par l'administration militaire américaine puis le pouvoir communautaire chiite de Nouri al-Maliki, des opposants salafistes syriens qui ont tout à perdre d'un règlement politique du conflit civil, auxquels sont venus s'agréger par naïveté, perversion ou romantisme quelques centaines de jeunes aventuriers issus des sociétés nanties d'Occident.

L'auto-proclamation du « califat » par Baghdadi est d'abord un signe de faiblesse. L'activisme salafiste violent en Irak a longtemps été soutenu par l'Arabie et concurremment par le Qatar pour empêcher la mainmise politique de la majorité chiite sur le pays. Conformément aux souhaits de ces monarchies, la violence islamique en Irak s'exerçait donc quasi exclusivement sur le territoire irakien avant de s'étendre à la Syrie dominée par une minorité chiite alliée à l'Iran. Pour des raisons différentes mais convergentes, ces deux pétromonarchies ont cessé toute aide publique aux factions djihadistes d'Irak pendant l'été 2013. C'est cette interruption qui a contraint l'État Islamique à « sortir du bois » pour étendre son territoire en vue d'y trouver de nouvelles sources de financement par le pillage des banques et des propriétés publiques et privées, par le racket, l'imposition de taxes et le contrôle d'infrastructures pétrolières. Pour justifier ce contrôle du territoire et la prédation que les djihadistes y opèrent, il fallait bien se donner des apparences d'État. Mais qui dit État, dit chef de l'État et - en version islamique fondamentaliste - Calife. D'où l'initiative de Baghdadi qui vise aussi bien à faire un pied de nez aux Séoudiens, gardiens autoproclamés des Lieux saints qui l'ont abandonné et dont il conteste ainsi la légitimité, qu'à mettre l'ensemble des musulmans du monde en demeure de choisir leur camp en ayant à accepter ou rejeter son autopromotion. Tout cela révèle plutôt des finasseries calculatrices de survie plutôt qu'une « vision globalisée du djihad ».

Quant à la capacité de contrôle du terrain et de recrutement local ou international de l'État Islamique, elle est directement liée à sa capacité de trouver des ressources financières. En Syrie et dans le nord de l'Irak, les volontaires occidentaux « enthousiastes » ne sont là que pour la propagande. Peu formés aux techniques de combat, peu endurants, parlant mal l'Arabe et plutôt ignorants de l'Islam, ils servent essentiellement à des tâches de logistique, à des missions suicide où leur perte n'a pas d'importance, et enfin à des mises en scène médiatiques destinées à prouver les capacités d'enrôlement de la mouvance et effrayer les opinions publiques occidentales. Le véritable apport militaire à la mouvance est essentiellement le fait de mercenaires locaux - en particulier d'anciens militaires sunnites de l'armée irakienne chassés de leur poste par l'administration américaine d'occupation - et de mercenaires internationaux rompus aux techniques de guérilla en Tchétchénie, dans les Balkans, au Liban, en Libye, au Maghreb, etc. Et il faut bien payer ces mercenaires dont l'engagement est étroitement lié aux capacités de l'État islamique à trouver des ressources.

Pour l'instant l'EIL dispose d'un trésor de guerre estimé à 2 milliards de dollars. Ce trésor repose essentiellement sur le racket de « l'impôt révolutionnaire », sur le contrôle d'un certain nombre de sites d'extraction d'hydrocarbures, sur le trafic des antiquités, sur le pillage systématique et la revente sur le marché noir turc des matériaux de construction (souvent arrachés des maisons existantes), matériels industriels et agricoles, véhicules, objets volés dans les propriétés publiques et privées dans les zones contrôlées et enfin sur la permanence d'un certain nombre de donations privées en provenance des pétromonarchies. Mais il faut se garder pour autant de considérer que l'EIL dispose maintenant d'un budget annuel fixe et permanent. Le pillage de la succursale de la Banque Centrale d'Irak à Mossoul était un fusil à un coup. Il a été largement dilapidé dans la « location » de chefs de tribus sunnites d'Irak qui ont permis à l'EIL sa rapide offensive du printemps 2014. Le pillage des biens d'équipement sera bientôt tari par épuisement. De même que « l'impôt révolutionnaire » par suite de ruine ou exode des « assujettis ». Reste le contrôle des ressources pétrolières (vulnérables car les puits ne sont pas déplaçables) qui est soumis au bon vouloir des Turcs et d'un certain nombre d'intermédiaires irakiens, tous susceptibles de « retourner leur veste » en fonction de la conjoncture internationale. Un an après sa brutale extension, il ne reste plus grand chose des ressources et c'est là que se pose le problème de la transition du mouvement vers d'autres formes d'action, en particulier le terrorisme international.

La réaction internationale à la menace militaire de l'EI a clairement manqué de résolution et révèle toutes les contradictions occidentales face à la menace salafiste. De fait, seuls les Américains sont réellement engagés. Tous les autres participants sont là à titre symbolique. Les Français et les Britanniques n'effectuent que des opérations très limitées à la fois par manque de moyens et parce qu'ils sont englués dans leurs contradictions en Syrie. L'Arabie, les Émirats et la Jordanie ne sont engagés que très nominale pour que l'opération n'apparaisse pas comme une « croisade » contre l'Islam. Les principaux soutiens du djihadisme, la Turquie et le Qatar, bien que théoriquement alliés de l'Occident, refusent de participer à l'opération ou la détournent à leurs propres fins, tandis que les principaux objectifs de l'État Islamique, c'est-à-dire les chiites d'Iran, d'Irak et de Syrie, les Kurdes d'Irak, de Syrie et de Turquie, sont tenus à l'écart par la coalition et que l'intervention russe est tenue en suspicion.

Malgré ces incohérences, les frappes aériennes sont dans une certaine mesure efficaces. Le nord de l'Irak et le nord-est de la Syrie ne sont ni la jungle du Viêt Nam ni les montagnes infranchissables d'Afghanistan. En se constituant en véritable armée territorialisée avec un chef, une mission, des moyens, des implantations fixes, des réseaux logistiques, des véhicules, l'État Islamique a commis la même erreur que AQMI au Sahel et s'est rendu vulnérable aux frappes militaires conventionnelles. Cependant, ces dernières ne suffiront pas à éradiquer le phénomène si elles ne sont pas suivies d'un long et dangereux travail d'élimination au sol. Défaits sur le plan militaire, les djihadistes du Moyen Orient, comme ceux du Sahel ou de Somalie, se fondront dans le paysage au sein des populations civiles qu'ils rançonneront et ils entretiendront des foyers d'instabilité permanents, des « zones grises » sans contrôle d'État qui constitueront, comme en Somalie, en Libye, au Yémen, au Nigéria ou au Sahel, autant de foyers de terrorisme et de violence. Enfin, et surtout en ce qui nous concerne, l'affaiblissement militaire de l'EI sur le terrain inaugure une nouvelle vague de menace sécuritaire à l'échelle mondiale.

L'organisation de Ben Laden était le produit paroxystique de ce qui a été ressenti comme une trahison et une défaite. Al-Qaïda a cristallisé la rancœur des volontaires djihadistes d'Afghanistan abandonnés par l'Occident et l'Arabie après 1990, transformant le djihad contre le communisme en djihad universel désespéré. Le recul actuel des armées djihadistes de l'État islamique produit inéluctablement les mêmes effets. Comme Al-Qaïda dans la période 1998-2001, l'État Islamique qui perd pied militairement sur le terrain a commencé à opérer sa transition d'une violence militarisée et territorialisée vers une violence terroriste déterritorialisée pour conserver sa crédibilité, son influence et ses sponsors idéologiques et financiers. Cette transition s'est récemment matérialisée par une séquence terroriste qui a frappé un avion russe dans le Sinaï, le fief central du Hezbollah à Beyrouth, des fiefs chiites de Bagdad et, enfin des cibles hautement symboliques en plein Paris. Et l'EI trouvera sans trop de peine parmi la vingtaine de millions de musulmans résidant en Europe ou parmi les volontaires européens passés par ses rangs, les quelques dizaines d'individus susceptibles, comme Mehdi Nemmouche, les frères Kouachi ou le gang d'Abaaoud, d'y semer la mort et la dévastation et d'y susciter un fossé de haine entre communautés.

Face à cette résurrection des « Ikhwan », instruments bien mal manipulés de l'Arabie des Séoud, l'Occident ne pourra pas se protéger en s'obstinant à vouloir ignorer leur origine et leurs racines historiques. D'autant que si l'Occident a su se montrer intransigeant à l'égard des dictateurs arabes au point d'exiger leur tête au bout d'une pique, il sait se montrer d'une remarquable souplesse à l'égard de certains pétromonarques de la péninsule arabique qui règnent aux antipodes de la démocratie, de la liberté et du respect des droits de l'homme les plus élémentaires. L'Occident devra faire face au risque terroriste sur son sol avec d'autant plus d'intensité que ce terrorisme disposera de bases arrière, de soutiens politiques, de sponsors financiers et surtout d'une matrice idéologique. Il faut en tirer les conséquences car la menace sera permanente aussi longtemps que la matrice qui l'engendre existera.

Alain Chouet
14/01/2015